



2019

Rapport d'activités

Inhoud

- 1 Préface
- 2 Gouvernance
- 3 Évolution de l'utilisation des services
- 4 Services proposés G-Cloud
- 5 Impact Financier
- 6 Information du Comité de Suivi TIC

Préface

L'importance du programme G-Cloud peut difficilement être sous-estimée. Plusieurs institutions publiques ont uni leurs forces pour développer ensemble une série de services et les mettre à la disposition d'autres institutions afin qu'elles puissent bénéficier des résultats au lieu de devoir tout recommencer elles-mêmes à partir de zéro. Il est également évident qu'en prospectant ensemble le marché, les effets de synergie permettent d'obtenir des conditions plus avantageuses auprès des fournisseurs et d'éviter à chaque institution de devoir supporter individuellement les coûts de la recherche et du développement.

Le Business Case du G-Cloud doit dès lors être considéré comme l'évitement maximal des coûts grâce à la coopération entre institutions. L'évolution des services utilisés et l'impact financier sont très positifs, ce qui indique que les effets de synergie sont effectivement réalisés.

Le C-Cloud Governance Board a pour mission d'assurer la coordination entre les différents services publics fédéraux, les institutions de sécurité sociale et le secteur de la santé, et les autres organismes d'intérêt public. Dans ce cadre, des accords sont conclus quant à la « propriété » du service offert, aux conditions d'utilisation et aux garanties relatives à sa disponibilité et à ses performances.

Outre cette approche plutôt technique, les accords nécessaires sur l'interopérabilité et les normes sont également conclus. Dans un

monde où la numérisation et la transformation numérique prennent de plus en plus d'importance, l'échange de données est inévitable. L'Administration doit donner les garanties nécessaires en matière de sécurité des données et de respect de la vie privée. Dans le cadre légal existant, les accords nécessaires relatifs à la gestion de l'information sont donc conclus au sein du G-Cloud.

Les nouveaux services qui ont vu le jour en 2019 indiquent que le G-Cloud reste à la page et veille à l'importance de l'utilisation sécurisée des appareils mobiles dans un contexte gouvernemental. Pour l'avenir, l'accent sera surtout mis sur la sécurité de l'information et la poursuite de la numérisation des services et processus existants.

Les défis à relever par l'Administration fédérale ne manquent pas. Avec le G-Cloud, les institutions publiques fédérales s'organisent de leur propre initiative afin de parvenir à des effets de synergie maximaux et d'utiliser ainsi les ressources informatiques disponibles de la manière la plus optimale possible, afin de servir au mieux la société.

Ce bilan annuel montre comment toutes ces réalisations ont été possibles en 2019 et comment nous poursuivrons sur la même voie en 2020.

Ingrid Vanden Berghe
Voorzitter G-Cloud Strategic Board

Gouvernance

Le G-Cloud Strategic Board (GCSB) vise à se réunir tous les deux mois, et même plus fréquemment si nécessaire.

Le G-Cloud Operational & Programme Board (COPB) se réunit toutes les deux semaines. Le SIT est convoqué tous les mois afin que les directeurs informatiques fédéraux se concertent.

Depuis mars 2018, un « SIT for developers », une concertation entre responsables du développement, est organisé tous les deux mois.

Les services approuvés au sein du GCSB sont publiés sur le site web du G-Cloud : www.gcloud.belgium.be.

Nous avons déjà envoyé 18 lettres d'informations afin de donner des renseignements sur le G-Cloud et ses services et de partager des témoignages d'utilisateurs.

Pour les différents services G-Cloud (GreenShift, VMaaS, UCCaaS, Sharepoint), des groupes d'utilisateurs (« user groups ») sont régulièrement organisés afin d'expliquer l'évolution des services et de collecter le feedback des utilisateurs finaux.

Évolution de l'utilisation des services

Globalement, l'utilisation des divers services G-Cloud a augmenté. Le tableau ci-dessous reflète les différentes initiatives pour lesquels des chiffres sont disponibles au sein de l'Administration fédérale.

BABELFED	+10%
CSAM	+32%
IWF INTELLIGENT WEB FORMS	84K forms viewed / 17K forms submitted
SHAREPOINT	+30% en espace / +58% en nombre d'utilisateurs
GREENSHIFT	+50%
BACKUP	+125%
UCC: UNIFIED COMMUNICATION & COLLABORATION	+10% Skype / x10 Contactcenter
SHAD	+10%
FEDMAN	+12%
FEDWAN	+8%
HYPAAAS	+120%
VMAAS	+27%
STORAGE	+37%

Services proposés

NOMBRE DE SERVICES UTILISANT

Composantes et applications

BABELFED	14
Outil de traduction simple, convivial et professionnel	
BECONNECTED	31
Plateforme permettant aux institutions de collaborer à des documents	
CSAM	27
Port d'accès aux services en ligne de l'État, qui organise le contrôle d'identité et la gestion de l'authentification	
ITSM SERVICE DESK	8
Solution intégrée d'IT Service Management et de CRM, basée sur ServiceNow	
IWF INTELLIGENT WEB FORMS	8
Les formulaires web intelligents offrent, dans le G-Cloud, une solution générique pour la conception, le développement et l'exploitation de formulaires en ligne qui répondent « out-of-the-box » aux exigences et attentes récentes en matière de convivialité d'utilisation, de sécurité, d'accessibilité et de conformité à la loi « Only Once »	
REGISTER	1
Solution permettant aux institutions publiques d'actualiser et de consulter un répertoire de personnes en gestion propre	
WEB CONTENT MANAGEMENT	30+
Solution de Web Content Management basée sur la gamme WCM existante de l'état fédéral	
SHAREPOINT	10
Solution Sharepoint hébergée sur l'infrastructure du G-Cloud	

Plateformes

GREENSHIFT	20
Variante open source de la plateforme G-Cloud PAAS. Celle-ci met des conteneurs à disposition pour y faire tourner vos applications	
FEDERAL SERVICE PLATFORM	4
Collaboration sur les plans technique et fonctionnel afin d'offrir des "services" que le gouvernement et des tiers peuvent combiner dans une application riche pour l'utilisateur final	

Infrastructure douce

BACKUP	27
Technologie de CommVault, permettant de déterminer vous-même le schéma et la durée de sauvegarde des données	
IAP: INTERNET ACCESS PROTECTION	31
Protection destinée à réduire à un minimum les risques liés à l'usage d'internet (Pare-feux, VPN, SIEM, antivirus, ...)	
UCC: UNIFIED COMMUNICATION & COLLABORATION	17
VoIP, chat, vidéoconférence, e-mail, centre de contact, document management et mobile device management	

SHAD	31
Solution centrale d'authentification et d'autorisation liée à votre propre infrastructure AD	
ARCHIVING	1
Archivage électronique à valeur probante pour des données numériques	

Infrastructure dure

FEDMAN	33
Réseau central du gouvernement fédéral	
FEDWAN	2
Solution permettant de relier des bureaux régionaux au réseau central	
HOUSING	27
Espace pour accueillir des racks avec serveurs et autres composants dans quatre data centers gérés par l'État	
HYPAAAS	19
Serveurs virtuels, disponibles en self-service via un environnement hyperviseur en gestion propre	
STORAGE	38
Stockage sûr de données, avec une disponibilité rapide	
VMAAS	36
Serveurs virtuels, disponibles en self-service via une interface web simple	

Deux nouveaux services en 2019

UCCaaS Mobile Device Management

pour gérer et maintenir sous contrôle les appareils mobiles (smartphones)

FEDWAN

pour les connexions réseau entre le siège central et les différentes antennes régionales (tant du SPF Finances que du SPF Économie)

Prévisions en 2020

Federal Information Security Policy

En 2020, on attend un instrument concret dont le but est de permettre d'évaluer les services du Cloud.

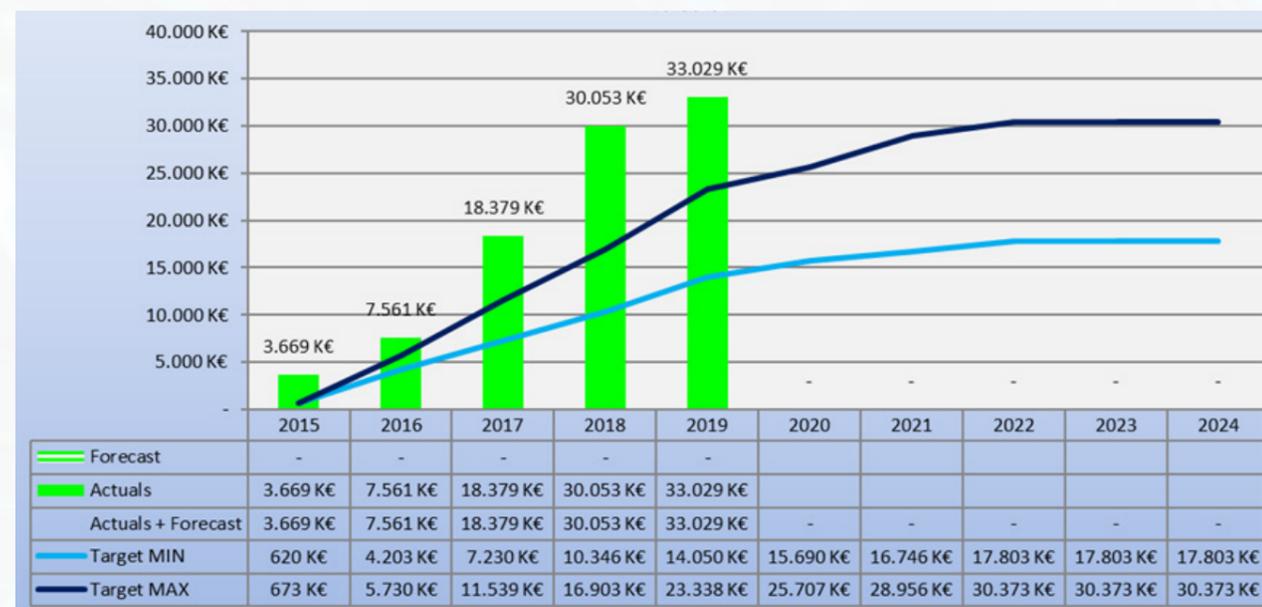
Trust Services

Initiative commune relative aux solutions administratives/techniques pour signatures numériques

Virtual Printer

Système qui traite l'output d'institutions afin d'imprimer des documents ou de les placer dans l'eBox

Impact financier



L'impact financier global est toujours en augmentation. Les objectifs initiaux minimaux ont déjà été largement dépassés en 2017 et les objectifs initiaux maximums ont été atteints quatre ans plus tôt que prévu.

Par rapport à 2018, le coût évité a augmenté de 3.000.000 d'euros, soit une augmentation d'environ 10 %. L'atteinte des objectifs dépend étroitement de l'adhésion des institutions publiques. Plus les institutions adhèrent en nombre, plus les effets obtenus sont importants.

Cette croissance s'explique principalement par une nouvelle augmentation de la réutilisation des cahiers des charges communs et de l'utilisation des services pour les serveurs virtualisés (« Compute »).

Ensemble, ils créent un effet de synergie d'environ 30.000.000 euros de coûts évités.

Les autres services qui apportent une contribution significative à la synergie sont la plateforme de sécurité du réseau (« Internet Access

Protection ») et la plateforme PaaS (« Green-shift »), qui permet actuellement à près de 330 développeurs de rendre des applications modernes opérationnelles de manière fluide et efficace.

L'Administration fédérale est largement intéressée par cette plateforme et par la méthode de travail innovante. Enfin, le Storage-as-a-Service permet également de réduire considérablement les coûts grâce à une utilisation plus efficace de la capacité de stockage disponible.

Information du

Comité de Suivi TIC

La mission du Comité de Suivi TIC (CSTIC) se divise en quatre sous-missions :

- Coordonner le suivi des activités TIC des services publics fédéraux
- Établir périodiquement l'aperçu de toutes ces activités TIC
- Identifier et proposer systématiquement des effets potentiels de synergie et d'amélioration de l'efficacité
- Proposer un contrôle de la qualité en tant que facteur clé de succès pour certaines activités

Le CSTIC assure un rôle de soutien et chaque service reste donc responsable de son budget, de sa planification et de l'exécution de ses initiatives TIC.

En 2019, le CSTIC a traité 185 demandes, ce qui porte le nombre total des dossiers traités à 6300.

Entre-temps, les administrations peuvent également utiliser un « avis standard » destiné à réduire la charge de travail administrative et à assouplir la procédure d'avis. La procédure d'obtention de cet avis standard exige que l'administration utilise un contrat-cadre qui est établi en tant que centrale d'achat et que ce contrat figure sur une liste établie et tenue à jour par le CSTIC.

Les contrats qui sont repris sur cette liste et qui donnent lieu à un avis standard doivent en outre être proposés au STI et être acceptés par ce dernier. Cette liste est adaptée deux fois par an.